

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

DAF N° 2024_000855

Relatif aux

Prestations de location de chariots élévateurs sans chauffeur au profit de l'ELOCA de Marseille

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert conformément aux articles L2124-2 et R2124-2 1° du code de la commande publique (CCP).

TABLE DES MATIERES

Article 1 -	REPRESENTATION DES PARTIES.....	3
1.1	Désignation du pouvoir adjudicateur	3
1.2	Représentation de l'administration	3
1.3	Représentation du titulaire.....	3
Article 2 -	OBJET DU MARCHE.....	4
Article 3 -	ALLOTISSEMENT	4
Article 4 -	PROCEDURE DE PASSATION.....	4
Article 5 -	FORME DU MARCHE	4
Article 6 -	MONTANT DU MARCHE.....	4
Article 7 -	DUREE DU MARCHE	4
Article 8 -	REGIME FINANCIER	5
8.1	Forme et contenu des prix	5
8.2	Variation des prix	5
Article 9 -	LIEU D'EXECUTION.....	6
Article 10 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
Article 11 -	EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	7
11.1	Procédure d'émission des bons de commande.....	7
11.2	Contenu du bon de commande	7
11.3	Prolongation des délais d'exécution et sursis de livraison	7
Article 12 -	Obligations du titulaire	8
12.1	Obligation de conseil et d'information.....	8
12.2	Obligation de confidentialité.....	8
12.3	Clause de réexamen.....	9
12.4	Unité monétaire.....	9
Article 13 -	VERIFICATION ET ADMISSION DE LA PRESATION	9
13.1	Vérifications de la prestation.....	9
13.2	Admission de la prestation.....	10
13.3	Réfactions	10
13.4	Exécution aux frais et risques du titulaire	10
13.5	Modalités financières	10
13.6	Modalités de facturation.....	12
13.7	Pénalités	13
Article 14 -	DISPOSITIONS DIVERSES	14
14.1	Forme des notifications et des informations	14
14.2	Langue	14
14.3	Sous-traitance	14
14.4	Résiliation	15
14.5	Différends.....	15
14.6	Achats responsables et social au sein du Ministère des Armées.....	16
14.7	Litiges et contentieux	18
Article 15 -	DEROGATIONS AU DOCUMENTS GENERAUX	18

Article 1 - REPRESENTATION DES PARTIES

1.1 Désignation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur délégué est :

Le directeur de la plate-forme commissariat Sud
BCRM Toulon - PFC Sud – BP 42
83800 Toulon cedex 9

1.2 Représentation de l'administration

Au sens du cahier des clauses administratives générales applicable aux fournitures courantes et services, le représentant légal de la personne publique concernée, représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur de la plate-forme commissariat Sud (PFC-Sud) située à Toulon.

Le responsable administratif du présent marché est la division achats publics de la plate-forme commissariat Sud :

Division Achats Publics / Bureau achats 2 / Section 2.2

Les coordonnées sont :

Tél. : 04.22.42.78.42

Courriel : pfc-sud-maint-dechets.ach.fct@intradef.gouv.fr

1.3 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Article 2 - OBJET DU MARCHE

Le présent accord-cadre a pour objet la location de chariots élévateurs sans chauffeur au profit de l'ELOCA de Marseille

Code CPV :

42410000-3 Location autres véhicules et engins spéciaux

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Article 4 - PROCEDURE DE PASSATION

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du code de la commande publique (CCP).

Article 5 - FORME DU MARCHE

Le présent marché est un accord-cadre, mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, et R2162-13 et 14 du code de la commande publique (CCP).

Article 6 - MONTANT DU MARCHE

L'accord-cadre est conclu :

- Sans montant minimum ;
- Avec un montant maximum annuel fixé à 168 000,00 € HT.

Article 7 - DUREE DU MARCHE

Le présent accord-cadre est passé pour une période initiale de douze (12) mois à compter de la date de début d'exécution des prestations fixées au 1^{er} septembre 2025.

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande.

L'accord-cadre est ensuite reconductible, tacitement, deux (2) fois à sa date anniversaire pour une période d'un an, dans la limite d'une durée totale de trois (3) ans.

En cas de non reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire par voie électronique via le site de la PLACE et au moins un mois avant le terme de la période de validité en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction ou la dénonciation du marché.

Les bons de commande sont notifiés au fur et à mesure des besoins. Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'exécution du bon de commande pourra se poursuivre au-delà de la date de validité de l'accord-cadre à condition que la durée d'exécution de celui-ci respecte les conditions habituelles d'exécution de l'accord-cadre et ne se prolonge pas dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Article 8 - REGIME FINANCIER

8.1 Forme et contenu des prix

8.1.1 Type et forme des prix

Les prix des prestations sont forfaitaires. Ils sont établis dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations. ;
- les frais afférents au transport et au déplacement des matériels ;
- la manutention ;
- l'assurance ;
- au stockage ;
- la garantie ;
- la mise en ordre de fonctionnement des matériels ;
- la maintenance ;
- le changement des pneumatiques (fournitures, pose etc.).

8.2 Variation des prix

8.2.1 Formule paramétrique

Les prix initiaux indiqués dans l'annexe à l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économique du mois de la remise des offres. Le mois est appelé "mois zéro".

Pour tenir compte des variations économiques, les prix initiaux sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre sur demande du titulaire selon la formule paramétrique ci-dessous.

Pour ce faire, le titulaire fait parvenir sa demande à la date anniversaire de l'accord-cadre fixée lors de la notification de celui-ci, par mail à l'adresse suivante :

pfc-sud-bap-pm.act.fct@intradef.gouv.fr

Pour les calculs de révision, les indices du mois de révision sont pris en compte. La révision se fait à la baisse comme à la hausse. A défaut de réception de la demande dans les délais prévus, les prix de la période précédente s'appliqueront jusqu'à la date la prochaine révision. Par dérogation au dernier alinéa de l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, la modification des prix n'est effective qu'après notification et s'applique aux bons de commande émis à compter de la date d'application des nouveaux tarifs.

$$P = P_0 \times [(0,40 (IMCHTrev-TS / IMCHTrevTS_0)) + (0,40 (M / M_0)) + (0,20 (CNR \text{ GAZOLE PROFESSIONNEL} / CNR \text{ GAZOLE PROFESSIONNEL}_0))]$$

Avec

P : prix révisé

P₀ : prix initial

IMCHTrev-TS - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques - Identifiant 001565183 valeur à la date de révision des prix.

IMCHTrev-TS₀ - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques - Identifiant 001565183 valeur à la date du mois M₀ de remise des offres.

M - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 28.22 – Matériel de levage et de manutention Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764240 – valeur à la date de révision des prix.

M₀ - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 28.22 – Matériel de levage et de manutention Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764240 – valeur à la date du mois M₀ de remise des offres.

CNR GAZOLE PROFESSIONNEL - Indice du Comité National Routier sur le coût du gazole utilisé comme carburant par les poids lourds de PTAC supérieur ou égal à 7,5 tonnes à la date de révision des prix.

CNR GAZOLE PROFESSIONNEL0 - Indice du Comité National Routier sur le coût du gazole utilisé comme carburant par les poids lourds de PTAC supérieur ou égal à 7,5 tonnes au mois m0 de remise des offres.

En cas d'arrêt de l'indice de révision des prix, le nouvel identifiant donné en remplacement par l'INSEE s'appliquera systématiquement sans qu'il soit nécessaire de recourir à la rédaction d'un acte modificatif ou d'un certificat administratif.

Clause de sauvegarde

Si l'évolution conduit à une augmentation de prix supérieure à 5% par an, la personne publique se réserve la possibilité de décider, après négociation avec le titulaire, de poursuivre ou de résilier la partie non exécutée de l'accord-cadre.

En cas de résiliation le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. Le pouvoir adjudicateur dispose de 30 jours calendaires, à compter de la réception des nouveaux prix pour notifier au titulaire son souhait de mettre fin à l'accord-cadre.

Article 9 - LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution est précisé sur les bons de commandes.
Lieu géographique : Vitrolles (13).

Article 10 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTR11) et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) DAF_2024_000855 et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) DAF_2024_000855 ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*Texte dont le titulaire déclare avoir pris connaissance et applicable sauf dispositions contraires du présent marché*) ;
- le mémoire technique du candidat.

Sauf erreur manifeste, ces documents prévalent dans l'ordre susmentionné en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'administration et le titulaire préalablement à la signature du marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents échangés entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur ou le service bénéficiaire, en cours d'exécution du marché, ne pourra s'intégrer dans les clauses contractuelles. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, de vente, de facturation et de celles énoncées dans les documents commerciaux.

Article 11 - EMISSION ET EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE

11.1 Procédure d'émission des bons de commande

Le présent accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande, selon le rythme des besoins du service bénéficiaire.

Les bons de commandes sont transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine leur date de réception par le titulaire de l'accord-cadre.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq (5) jours à compter de sa date de réception, sous peine de forclusion.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

11.2 Contenu du bon de commande

Le bon de commande précise et comprend les mentions suivantes :

- la référence de l'accord-cadre (numéro, date) ;
- le n° d'engagement juridique (EJ) Chorus du bon de commande et celui de l'accord-cadre ;
- le nom et l'adresse du titulaire de l'accord-cadre ;
- le numéro et la date du bon de commande,
- la désignation et les références des appareils de levage à louer ;
- les durées de location et les quantités à louer ;
- les prix unitaires hors taxes des matériels loués ;
- les prestations commandées et les prix unitaires hors taxes correspondants ;
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total H.T.,
- le montant total TTC,
- l'adresse et le lieu précis de livraison ;
- l'adresse et le lieu précis d'enlèvement et de restitution ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande (téléphone et courriel) ;
- le délai de livraison.

11.3 Prolongation des délais d'exécution et sursis de livraison

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Le titulaire doit dans ce cas :

- signaler par tout moyen (courriel figurant sur le bon de commande (BdC) et/ou adresse fonctionnelle) au bénéficiaire, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG/FCS, il dispose à cet effet d'un délai de 24 heures ouvrées à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ;
- formuler une demande de prolongation du délai d'exécution dès que la durée du retard peut être déterminée avec précision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation, conformément à l'article 13.3.4 du CCAG/FCS.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la

prolongation du délai à l'article 13.3 du CCAG/FCS, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Les modalités de saisines de l'acheteur sont identiques à celles figurant supra.

Article 12 - Obligations du titulaire

12.1 Obligation de conseil et d'information

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

D'une manière générale, le titulaire est tenu de signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Il doit informer l'administration de toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation relative aux prestations, en précisant les références des textes et leur origine.

Il est tenu de signaler, sans délai, par tout moyen, à l'administration, toutes les modifications liées à l'évolution de l'entreprise et survenant au cours de l'exécution de chaque accord cadre (personnes ayant pouvoir d'engager la société, forme juridique de la société, raison sociale, changement d'adresse courriel, changement d'adresse et/ou de compte bancaire, etc). Les documents justifiant le changement intervenu seront joints à l'information.

12.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

12.2.1 Connaissance du site de retrait et de livraison

Le titulaire ne pourra se prévaloir de toute particularité et/ou de toute difficulté de livraison au service bénéficiaire du présent accord-cadre, telle que :

- La situation géographique de ces services ;
- La condition d'accès ;
- Les règlements intérieurs particuliers du site de livraison ;
- Les permanences de leur occupation ;
- Les horaires particuliers de travail ;

Néanmoins, dans le cas d'un fonctionnement particulier, les représentants respectifs de ces services et formations devront préalablement en informer le titulaire

12.2.2 Assurances

Le titulaire déclare être assuré en responsabilité civile d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'administration et les tiers de dommages corporels, matériels et immatériels dont le prestataire aurait à répondre. Elle devra être d'un montant suffisant et

être souscrite auprès d'un établissement dont la solvabilité est reconnue.

Dans l'hypothèse où une attestation de la compagnie d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie n'a pas été fournie lors de la soumission à l'accord-cadre, le titulaire du marché adressera ladite attestation au représentant du pouvoir adjudicateur **dans un délai de quinze jours** ouvrés à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution.

Si les délais d'envoi de cette attestation d'assurance ne sont pas respectés, le titulaire se verra appliquer les pénalités pour non transmission de l'attestation d'assurance (cf. article 14 du présent C.C.A.P.).

Le titulaire prendra toutes précautions pour que son assurance couvre la durée de l'accord-cadre. Si l'attestation d'assurance initiale ne couvre que la période entre la date de notification et le dernier jour de l'année civile en cours, le titulaire adressera au représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard le 31 janvier de chaque année, jusqu'à la fin du marché, (toutes reconductions comprises) l'attestation d'assurance annuelle au titre l'année considérée.

L'acheteur bénéficiera, en cas de mise en jeu de cette assurance, d'une délégation d'indemnité.

12.3 Clause de réexamen

Dans un contexte général de forte réorganisation au sein du ministère des armées, le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications en vertu des articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique.

Est ainsi insérée au présent contrat une clause de réexamen suivant l'article R2194-1 dudit code.

Le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

Le présent accord-cadre pourra être modifié sans augmentation du montant maximum du marché :

Soit par ordre de service en cas :

- d'ajout de nouvelles prestations de locations entrant dans le champ de l'accord-cadre ;
- modification de la formule de révision de prix dans le cas où l'un des indices servant de calcul venait à disparaître et en l'absence de mise en place d'un indice de remplacement et d'un coefficient de raccordement

La mise en œuvre de ces modifications sera subordonnée à la seule décision du représentant du pouvoir adjudicateur. Un devis ou une demande de validation préalable pourra être demandé au titulaire de l'accord-cadre.

Ces évolutions feront l'objet d'une décision écrite signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et seront notifiées au titulaire du contrat **par voie électronique via le site de la PLACE** dans un délai raisonnable qui tiendra compte de l'ampleur de la modification.

Soit par avenant en cas de :

- Modification de l'accord-cadre dans le cadre d'un changement de représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) rendu nécessaire au sein du Ministère des armées et des anciens combattants par une réorganisation des services de l'administration par avenant.

12.4 Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'Euro (€).

Article 13 - VERIFICATION ET ADMISSION DE LA PRESTATION

13.1 Vérifications de la prestation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative

des moyens de levage (selon les dispositions des fiches techniques) sont effectuées par le représentant habilité du service bénéficiaire figurant au bon de commande.

La perception des moyens de levage sera soumise à un examen contradictoire entre le titulaire de l'accord-cadre (ou son représentant) et le bénéficiaire (ou son représentant) des engins loués.

13.2 Admission de la prestation

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur (PFC SUD) prononce l'admission des prestations de location des engins, éventuellement assortie de réfections, d'ajournement ou de rejet, dans un délai de quinze jours à compter de la réalisation prestations. En l'absence de décision dans un délai de quinze (15) jours, l'admission des prestations est réputée acquise.

13.3 Réfections

Dans le cas de réfections, celles-ci seront proportionnelles à l'importance des imperfections constatées (cf. article 25.3 du CCAG/FCS). Les réfections sont cumulables entre elles et avec les pénalités. Ces réfections ne préjugent ni du non règlement des prestations qui ne sont pas réalisées ni de l'application des pénalités prévues aux paragraphes infra de l'article 13.7.

Lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions de l'accord-cadre, mais peuvent néanmoins être admises en l'état, le responsable de chaque site ou son représentant peut proposer au RPA l'application d'une réfaction qui consiste en une réduction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

13.4 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et obligations contractuelles prévues à l'accord-cadre.

En application de l'article 45 du CCAG/FCS, l'administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de location prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcé aux torts du titulaire.

13.5 Modalités financières

13.5.1 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nantis dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-62 du CCP. Ils sont remis, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

13.5.2 Avances

Une avance est accordée dans les conditions prévues aux articles R2191-16 du CCP. Le titulaire a la possibilité de renoncer expressément au bénéfice de cette avance (cadre prévu à cet effet à l'acte d'engagement ATTRI 1).

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et R2191-12 du CCP.

13.5.3 Service fait présumé

Le présent accord-cadre met en œuvre la procédure de service fait présumé. Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la

prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'acheteur.

Cette procédure permet lors de la liquidation de la facture de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'acheteur et le titulaire de l'accord-cadre.

Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent accord-cadre.

Procédure en cas de trop perçu :

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'acheteur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par l'émission d'un avoir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Lorsque la procédure de remboursement prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, l'acheteur émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Réversibilité du recours au service fait présumé :

L'acheteur peut suspendre à tout moment la procédure de service fait présumé, pour tout ou partie des bons de commande si les services bénéficiaires communiquent à l'ordonnateur toutes difficultés d'exécution pouvant justifier un retour à une constatation effective et exhaustive du service fait.

13.5.4 Délai global de paiement

La Plate-forme commissariat Sud se libère des sommes dues en exécution du présent marché par virement au compte du fournisseur.

Le règlement de la facture est effectué par l'ordonnateur des dépenses et le comptable assignataire énumérés dans l'acte d'engagement. et à l'article 13.6 ci-dessous.

Le paiement de la facture intervient dans un délai maximum de trente (30) jours après la date :

- soit du dépôt dématérialisé de la facture sur le portail Chorus-pro si la prestation est admise ;
- soit de l'admission de la prestation si la date de dépôt de la facture lui est antérieure.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois et par envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal lui faisant connaître les raisons qui, de son fait, s'opposent au paiement et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la justification demandée, un nouveau délai global est ouvert. Il est égal au solde restant à courir à la date de suspension.

13.5.5 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à

ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

13.6 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur présentation de factures par le titulaire.
Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est :

Plate-forme Commissariat Sud,
Division Finances,
BCRM Toulon - BP 42
83800 TOULON Cedex 9.
Tel 04.22.42. 17.37 - Fax 04.22.42.63.82

Le comptable assignataire est :

L'administrateur général des finances publiques
Directeur Départementale des Finances Publiques du Var
Place Besagne – Centre Mayol
83 000 Toulon

13.6.1 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la raison sociale de l'entreprise et sa forme juridique ;
- l'adresse commerciale ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le numéro d'identification SIRET ;
- la domiciliation bancaire et le numéro du compte à créditer ;
- le numéro, la date du marché ;
- le n° d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché (cf. objet du message PLACE de notification du marché) ;
- le numéro d'engagement juridique du bon de commande ;
- le numéro du service exécutant : D0425XO083 ;
- l'adresse de facturation ;
- le nom et l'adresse de l'ELOCA de Marseille
- les prix forfaitaires et la désignation des prestations ;
- le montant total HT ou montant de la location (forfait mensuel) ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total TTC à payer ;
- la date de facturation ;
- la date de réalisation des prestations ;
- le numéro d'identification SIRET unique de l'état : 11000201100044.

L'absence des mentions précitées justifiera le renvoi des factures afin de les compléter. Dans ces conditions, le délai global de paiement réglementaire de trente (30) jours ne pourra pas être déclenché.

13.6.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

13.6.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

13.6.4 Transmission des factures

La transmission des factures **par voie dématérialisée** est obligatoire.

Le titulaire adresse sa facture par voie dématérialisée à la Plate-Forme Commissariat Sud via le portail internet CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'ensemble du service proposé est gratuit.

Le titulaire procède à la transmission de sa facture par voie dématérialisée selon le mode "*portail*".
Le titulaire doit, au préalable, créer puis activer un compte sur le portail CHORUS PRO et souscrire en ligne un mandat de facturation au profit de l'Etat qui produira ainsi, au nom du titulaire, les originaux électroniques de ses factures, puis procédera à leur archivage pour une durée de 10 ans.

Il devra déposer en ligne ses factures, au format PDF non signé.

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation **une aide technique est proposée et mise à disposition.**

Cette aide prend la forme :

- Pour tout problème technique sur chorus, création de compte, dépôt de facture, message d'erreur : utilisation du tchat « CLAUDIA » ;
- Pour information, les modes opératoires sont disponibles au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

13.7 Pénalités

Le directeur de la PFC SUD notifie au titulaire de l'accord-cadre, via le site de la PLACE avec accusé de réception, sa décision d'appliquer des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, toutes les pénalités sont exigibles dès le premier euro. Les pénalités de retard sont applicables sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure du titulaire de l'accord-cadre.

Toutes les pénalités mentionnées ci-dessous sont cumulables.

Celles-ci ne sont pas plafonnées. Cependant, si le montant des pénalités excède 15 % du montant de la location, redevance mensuelle pendant trois mois consécutifs, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire, sans indemnités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle.

Défaillances	Montant des pénalités
Dépassement des délais de livraison	En cas de non-respect du délai de livraison mise en place par le titulaire pour les moyens de levages une pénalité de cent euros (100) € par jour de retard pourra être appliqué.
Dépassement des délais d'intervention en cas de panne	En cas de retard dans les délais d'intervention ou de remplacement en cas de panne, une pénalité de cent cinquante euros (150) € par jour de retard pourra être appliqué.
Pénalité en cas de non transmission des documents fiscaux, sociaux et attestation d'assurance	Une pénalité de vingt euros (20,00 €) par jour de retard pourra être appliquée en cas de dépassement du délai de présentation des pièces suivantes (notice technique en langue française, carnet d'entretien...).

Article 14 - DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Forme des notifications et des informations

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

La ou les adresses courriel indiquée(s) par le titulaire dans l'acte d'engagement (ATTR11) sont les adresses des personnes ayant pouvoir d'engager la société et susceptible(s) de recevoir l'ensemble des décisions de l'acheteur par voie électronique.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai

14.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution du présent marché s'effectuera en français.

14.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la

dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

NOTA : Cette déclaration est valable pour la durée du marché toutes reconductions comprises à compter de la notification de cette déclaration. La déclaration de sous-traitance ne devra être renouvelée qu'en cas de changements des conditions de sous-traitance.

14.4 Résiliation

L'acheteur peut résilier le présent marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 du CCP.

L'accord-cadre à bons de commande est résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le présent accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

14.5 Différends

14.5.1 Règlement des différends auprès du service acheteur

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Le règlement des différends entre les parties est régi par l'article 46 du C.C.A.G./F.C.S.

14.5.2 Règlement des différends par la médiation

Conformément aux articles L.2197-1 et L.2197-4 du CCP et de l'article L.213-6 du code de la justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle saisit le médiateur interne du ministère des armées. Dans ce cas, elle lui adresse par mail à l'adresse : minarm.mediateur-entreprises.fct@in-tradef.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro SIREN, l'objet de la sollicitation, le service concerné du ministère, la personne de l'entreprise pouvant être contactée avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Le médiateur se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais. Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur envoie un courriel aux parties, précisant la date d'acceptation des parties. Les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

La médiation ne peut être menée sur la base de litiges portant sur des créances prescrites par voie législative. En outre, elle ne peut être menée qu'à l'issue d'une décision explicite ou implicite de rejet (en tout ou partie) du mémoire en réclamation prévu par le marché.

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constats du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentiels ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, déclare par courriel à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Pour plus d'informations, un contact téléphonique est possible aux numéros suivants : 09 88 68 19 25 ou 06 07 48 31 44.

Pour obtenir des informations complémentaires, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME - Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr

Les comités de règlement amiable des différends : <https://economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>

14.6 Achats responsables et social au sein du Ministère des Armées

14.6.1 Engagement RSE du Ministère

Le ministère des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « Egalité professionnelle femmes hommes » et « Relations fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR).

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisations sont disponibles sur le site www.achats.defense.gouv.fr

En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'informations (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

14.6.2 Attribution du certificat de bonne exécution du marché (CBEM)

A la fin de la période d'exécution du présent contrat et à la demande de son titulaire, ou de sa propre initiative, le ministère des Armées peut délivrer un « certificat de bonne exécution de marché » au fournisseur qui aura donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être accordée si (liste non exhaustive) :

- La qualité des prestations attendues aura été conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- Le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat n'a pas été résilié aux torts du titulaire ;
- Le ministère offre ainsi à ses fournisseurs une référence valorisable pouvant faciliter leur développement commercial tant en France qu'à l'exportation.

14.6.3 Clause sociale du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours

à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché.

Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau

projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- D'accompagner le titulaire :
 - dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
 - d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités
- proposés par le titulaire :
 - de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :
 - lors de la signature d'une convention de stage ;
 - de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
 - de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

14.6.4 Clause environnementale

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire déclare respecter la réglementation relative à la préservation et à la protection de l'environnement.

A ce titre, il s'engage notamment à respecter la réglementation en vigueur concernant l'éco conduite pour le transport des matériels.

14.7 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Toulon :

5 rue Racine
BP 40510 – 83000 Toulon
Tél : 04 94 42 79 30 - Fax : 04 94 42 79 89
E-mail : greffe.ta-toulon@juradm.com

Article 15 - DEROGATIONS AU DOCUMENTS GENERAUX

Les articles suivants du présent CCAP dérogent respectivement au CCAG/FCS ainsi :

- article 8.2 (Variation des prix) déroge à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS ;
- article 11.3 (Prolongation des délais d'exécution et sursis de livraison) déroge à l'article 13.3.2 du CCAG/FCS ;
- article 13.1 (Vérifications de la prestation) déroge aux articles 28.1 du CCAG/FCS ;

- article 13.2 (admission de la prestation) déroge aux articles 30.1 du CCAG/FCS ;
- article 13.7 (Pénalités) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS.